

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 06/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELG : EST LYONNAIS GRANULATS

4 avenue Jean Bertin - Parc technologique
21000 Dijon

Références : UDR-23-SSDAS-124-AM
Code AIOT : 0006113972

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement ELG : EST LYONNAIS GRANULATS implanté Lieu-dit Foussiaux et Vérière 69720 Saint-Bonnet-de-Mure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELG : EST LYONNAIS GRANULATS
- Lieu-dit Foussiaux et Vérière 69720 Saint-Bonnet-de-Mure
- Code AIOT : 0006113972
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELG est autorisée par l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2015 à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'avancement de l'exploitation et sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 12	/	Sans objet
2	Limite des excavations	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 23	/	Sans objet
3	24.1 Extraction	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 24	/	Sans objet
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 34.3	/	Sans objet
5	Dispositions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 34.3.5	/	Sans objet
6	Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
7	Sécheresse – Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4 § II et III	/	Sans objet
8	Sécheresse – Exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C) et Annexe 5 (point 10)+ AP de restriction provisoire	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Plan du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau,• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...),• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,• les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction,• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection,• Les pistes et leur pendage associé. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et, au plus tard, au 31 mars de l'année en cours. Une copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement — unité territoriale Rhône-Saône. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Aucun écart n'a été relevé. Le dernier plan transmis par la société ELG concerne le relevé topographique effectué le 30 novembre 2022. Les cotes relevées, les emplacements prévus pour des différentes zones (décapage, défrichement, pistes...) indiqués sur le plan sont conformes aux dispositions du point de contrôle. À noter que la cote basse maximale admissible n'est pas atteinte sur le plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Limite des excavations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Limites d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p> <p>Plus particulièrement, pour les parcelles situées en vis-à-vis des parcelles 37, 38 et 39, feuille ZE sur la commune de SAINT-PRIEST et désignée sous l'appellation « ancienne décharge de la Fouillouse », cette distance de 10 mètres est augmentée conformément aux résultats d'une étude géophysique réalisée en fin de phase n°1 (5e année) et qui détermine les capacités de confortement du terrain et le dimensionnement de la bande nécessaire à leurs stabilités.</p> <p>*[...]</p> <p>Les résultats de ces études sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées et dans un délai de 12 mois maximum après leur commande.</p>
Constats : <p>Aucun écart n'a été relevé.</p> <p>Sur le site, le front d'extraction a atteint sa limite ouest.</p> <p>L'exploitant a rigoureusement conservé une distance supérieure à 10 mètre entre la limite du site ouest (parcelles n°10,12 et 13).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Limites d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cote limite d'exploitation en profondeur varie entre 216,5 et 218,5 m NGF, conformément à la nature et au volume des activités présentés dans le dossier de demande d'autorisation, ainsi qu'aux préconisations de l'étude BURGEAP dont la cartographie des cotes minimales d'extraction selon les zones de carrière figure en annexe 6.</p> <p>Les extractions doivent être conduites afin de préserver une épaisseur minimale de 5 mètres de matériaux au-dessus de la nappe d'eau souterraine sous-jacente. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 13 m par rapport au terrain naturel. La hauteur maximum des fronts est de 5 m. L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'engins mécaniques lourds. L'utilisation des explosifs est interdite. L'exploitation est conduite en 6 phases successives de cinq années chacune conformément aux plans de phasage d'extraction (annexe 2):</p> <p>Phase I : 5 ans L'extraction des matériaux débute sur les parcelles 28 et 29 par la réalisation d'une plateforme technique centrale à une profondeur de -6 m par rapport au niveau du terrain naturel. Cette plateforme a vocation à accueillir l'ensemble des équipements techniques de l'installation (aire étanche de 100 m², bungalow-atelier, bungalow-bureau, bungalow-sanitaire ainsi que les installations mobiles de traitement des matériaux et de recyclage des eaux). L'extraction se poursuit ensuite vers l'ouest sur les parcelles 12 (pp), 13 (pp) et 14 jusqu'à une profondeur finale de -13 m par rapport au niveau du terrain naturel, qui correspond au carreau de la carrière. À partir de la quatrième année, les installations fixes sont installées sur le carreau. Parallèlement, l'extrémité sud de la parcelle n°1 et la parcelle n°2 sont extraites à une profondeur de -13 mètres par rapport au niveau du terrain naturel, afin d'y aménager le futur bassin de séchage des boues. La piste d'accès est réalisée sur les parcelles n° 25, 24(pp), 23 (pp) et 27 (pp).</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun écart n'est relevé.</p> <p>Les opérations de la phase 1 sont toutes réalisées. La cote finale où sont placées les installations de traitement et de lavage des matériaux est de moins 6 mètres y compris sur la parcelle 14.</p> <p>Les extractions sont en cours de poursuites vers le sud sur la parcelle 10 selon les opérations de la phase 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 34.3
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 34.3.1 Conditions d'alimentation en eau Pour le fonctionnement des installations de traitement de matériaux, l'exploitant est autorisé à prélever 20 000 m ³ /an entre novembre et février, à partir du forage situé au centre de l'emprise. De mars à octobre, l'eau utilisée pour le lavage des matériaux provient d'un raccordement au réseau d'irrigation du SMHAR situé en bordure ouest du site, pour un prélèvement maximum de 52 800 m ³ par an. Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées. Annuellement, l'exploitant déclare à l'inspection des installations classées et au service en charge de la police du milieu du lieu de prélèvement, de ses consommations d'eau de forage et de celles issues du réseau d'irrigation du SMHAR. L'arrosage des pistes sera réalisé à partir des eaux du bassin d'orage temporaire. L'alimentation en eau potable du personnel de la carrière sera assurée par des bouteilles d'eau potable acheminées sur place. Les sanitaires seront alimentés par une citerne d'eau d'une capacité de 5 000 litres. Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau du site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.
Constats : Les volumes maximaux prévus ne sont pas dépassés (22 414 m ³ en 2022 et 10 507 m ³ en 2021). Au cours de l'année 2023, le compteur du site chargé de comptabiliser les volumes prélevés sur le réseau du SMHAR s'est bloqué au début du mois de mars. Le compteur a été changé la semaine 20. Suite à ce changement, les index notés sont moins élevés à partir du 15 mai 2023. L'exploitant a mis en place un compteur en stock pour améliorer le délai de remplacement si une nouvelle défaillance apparaît. Pour le suivi des volumes prélevés dans le réseau du SMHAR, l'exploitant dispose de son propre compteur qui mesure l'appoint du bassin des eaux traitées. L'exploitant dispose d'un second compteur à proximité du bassin d'appoint dédié au comptage des volumes d'eaux prélevées en nappe souterraine. Le réseau du SMHAR dispose également au point de raccordement avec le réseau de la carrière d'un compteur utilisé pour quantifier les volumes attribués à l'exploitant. Selon les dispositions prévues, l'exploitant ne peut pas utiliser de l'eau de nappe à partir du mois de mars. Les relevés des compteurs montrent un léger décalage d'une quinzaine de jours. L'exploitant a précisé lors de l'inspection que la période de disponibilité du réseau du SMHAR peut légèrement varier d'une année à l'autre. Par ailleurs, les sanitaires ne sont pas alimentés par une citerne de 5000 litres, mais à partir des eaux recyclées et désinfectées issues du lavage des matériaux.
<u>Demande :</u> Il conviendra d'effectuer, pour l'année 2023, un comparatif entre les index de comptage dédiés au réseau du SMHAR et les volumes délivrés par le SMHAR compte tenu de la période d'indisponibilité d'un des compteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 34.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de non accès au réseau du SMHAR et en cas d'arrêté préfectoral de sécheresse visant à limiter la consommation en eaux souterraines, lorsque le secteur dans lequel se trouve l'exploitant <ul style="list-style-type: none">• est en situation de vigilance : l'exploitant met à disposition des organismes impliqués dans la gestion de l'eau, ses relevés piézométriques et ses prélèvements d'eau en nappe;• est en situation d'alerte : en plus de l'action précédente, l'exploitant diminue de 10 % son prélèvement maximal autorisé d'eau en nappe et compense en consommant ses stocks de produits lavés : le lavage des engins est restreint.• est en situation de crise : en plus des actions précédentes, l'exploitant diminue de 15 % son prélèvement maximal autorisé d'eau en nappe, et compense en consommant ses stocks de produits lavés.• est en situation de crise renforcée : en plus des actions l'exploitant diminue de 20 % son prélèvement maximal autorisé d'eau en nappe, et compense en consommant ses stocks de produits lavés. Le lavage des engins est interdit, ou limité au strict nécessaire pour des raisons de sécurité. Ces dispositions pourront être revues dans le cadre d'un plan de gestion dynamique de la ressource en eau dans le périmètre du SAGE de l'Est Lyonnais (TGRE/ GESL Y)
Constats : Aucun écart n'a été relevé. L'exploitant dispose de l'accès au réseau du SMHAR (Syndicat Mixte d'Hydraulique Agricole du Rhône).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Installations de prélèvement d'eau munies d'un dispositif de mesure totalisateur. - Dispositif de mesure relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. - Résultats portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Aucun écart n'a été relevé. L'exploitant réalise tout au long de l'année des relevés hebdomadaires de ses compteurs. Afin de quantifier les volumes d'eaux recyclés, l'exploitant a implanté, cette année, un compteur supplémentaire pour quantifier les volumes d'eau injectés sur la station de lavage des matériaux. En calculant les différences entre les volumes d'eau dirigés sur l'installation de lavage et les compléments effectués, l'exploitant fera une estimation d'un taux de recyclage moyen. Ce taux évolue en fonction de la nature de l'argile et de sa proportion au sein du gisement exploité. Ainsi, au cours des semaines 29 et 30 les relevés sont respectivement : -618 m ³ d'appoint en provenance du SMHAR et 3 683 m ³ d'eau utilisée pour le lavage. Il y a eu environ 3 060 m ³ d'eau recyclée. -661 m ³ d'appoint en provenance du SMHAR et 5 160 m ³ d'eau utilisée pour le lavage. Il y a eu environ 4 500 m ³ d'eau recyclée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sécheresse – Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4 § II et III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan des réseaux d'alimentation établis, mis à jour, datés faisant notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.)
Constats : Aucun écart n'a été relevé. Le plan des réseaux a été transmis au préalable. Le site étant évolutif, le plan actuel ne concerne que la partie en exploitation et a vocation à évoluer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécheresse – Exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C) et Annexe 5 (point 10)+ AP de restriction provisoire
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption restrictions si les besoins en eau de procédé sont réduits mini
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de restriction sécheresse « forfaitaires » non applicables à l'alimentation des usages process des ICPE dans le cas des établissements pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc). Ces établissements veillent toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.</p> <p>Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'une exemption déclarent à l'inspection des installations classées qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à sa disposition un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH est à mettre à jour minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>Un bilan des mesures temporaires mises en place, et des économies d'eau réalisées, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Registre hebdomadaire pour les prélèvements dans les milieux dès le niveau de vigilance quelque soit l'usage non domestique de plus de 1000 m³/an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant relève du cas 3 et il a mis en place un plan de sobriété Hydrique (PSH).</p> <p>En ce qui concerne les usages de l'eau, l'arrosage des pistes est réalisé au moyen d'une tonne à eau remplie par des bassins de collecte d'eaux pluviales. Le lavage des matériaux, le laveur de roues des camions sont alimentés par l'eau recyclée issue du lavage des matériaux. L'eau recyclée est également utilisée après un traitement complémentaire pour les sanitaires.</p> <p>Concernant les pistes d'améliorations, l'exploitant a mis en place un système de comptage des eaux envoyées sur l'installation de lavage des matériaux afin de quantifier la part des eaux recyclées.</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées dans 2 bassins et une bache à eau supplémentaire de 50 m³ est remplie en période hivernale.</p> <p>Les discussions lors de l'inspection ont porté sur le taux d'humidité des boues et l'efficacité du système d'humidification des pistes.</p> <p>Pour le système d'humidification, l'exploitant va se rapprocher de l'entreprise qui lui loue le matériel pour disposer d'une rampe d'aspersion proche du sol et effectuant une brumisation au lieu d'un arrosage fort.</p> <p>En ce qui concerne l'humidité résiduelle dans les boues, l'exploitant a détaillé le fonctionnement de l'installation optimisant le dosage du floculant afin de maximiser le recyclage d'eau. Toutefois la viscosité des boues ne peut pas être très élevée. En effet, la configuration du site nécessite à la fois une longueur de tuyau importante vers la zone de stockage des boues et un dénivelé positif. Lorsque la fluidité des boues est trop basse, la canalisation se bouche. Le nettoyage et le débouchage de la canalisation sont des opérations laborieuses et consommatrices d'une quantité d'eau non négligeable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet